

Communiqué de presse

Cité scolaire Gambetta-Carnot

Arras

11 octobre 2026

Depuis septembre 2026, nous assistons à un mouvement social massif, porté par les lycéens et lycéennes des quartiers populaires d'Île-de-France, étendu à l'ensemble du territoire national. Ce mouvement articule des revendications qui se sont construites au fil des mois, dans la continuité de la vaste campagne vidéo d'interpellation par laquelle ces mêmes lycéennes et lycéens dénonçaient, dès 2025, les conditions dégradées de leur enseignement.

Nous, enseignantes et enseignants, reconnaissons la pleine légitimité de ces revendications qui convergent avec les nôtres, portées par nos organisations syndicales depuis des années. Nous sommes solidaires des actions et mobilisations engagées par les lycéens et lycéennes acteurs et actrices de ce mouvement social. À leurs côtés, nous dénonçons les conditions matérielles inacceptables où se trouvent certains établissements : classes surchauffées l'été ou glaciales l'hiver, remontées d'égouts, nuisibles, matériel pédagogique absent, manque de tables et de chaises, conditions sanitaires déplorables.

Dans le sillage du rapport de l'Inspection générale de 2021, nous dénonçons par ailleurs la sélection dévastatrice opérée par le dispositif gestionnaire de Parcoursup, qui contrevient massivement à la démocratisation des études supérieures et entretient la reproduction sociale des inégalités. Contre la ségrégation scolaire et l'hypercontrôle, nous défendons au contraire une école démocratique et émancipatrice.

Enfin, nous sommes indignés par les violations des droits et la répression policière hors de toute proportion qui s'est abattue sur ce mouvement, avec plus de 6800 mineurs placés en garde à vue en l'espace de dix jours et des blessures et des mutilations par armes sublétales. Une inquiétude expressément formulée par le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme.

Nous refusons de disqualifier ce mouvement au prétexte de « débordements » marginaux, qui ne peuvent en aucun cas discréditer les revendications mises en avant, et encore moins justifier l'emploi d'une violence sans retenue, dont témoigne notamment la situation du jeune lycéen de Lens qui a eu la main arrachée par une grenade.

Nous attendons une réponse politique à la hauteur des revendications portées par ce mouvement, qui, à travers les exigences lycéennes, concerne l'ensemble de la population et engage les fondamentaux de notre démocratie.

Les enseignants et enseignantes de la Cité scolaire Gambetta-Carnot (Arras)